

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Chambre des actions collectives)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000878-179

DATE : 12 octobre 2021

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE DONALD BISSON, J.C.S. (JB4644)**

---

**MARION HAMEL**  
Demanderesse

c.  
**FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC**  
**DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE**  
Défenderesses

---

**JUGEMENT**  
(demande pour autorisation de se désister)

---

[1] **CONSIDÉRANT** la *Demande pour autorisation de se désister* et les pièces à son soutien.

[2] **CONSIDÉRANT** l'absence de contestation des parties et du Fonds d'aide aux actions collectives<sup>1</sup>.

[3] **CONSIDÉRANT** que les membres du groupe de la présente action collective sont les mêmes membres que ceux du groupe du dossier *Option consommateurs (Josiane Fréchette) c. Desjardins Sécurité financière, Compagnie d'assurance-vie et Fédération des Caisses Desjardins du Québec* (C.S.Q. : 500-06-000877-171), ayant fait l'objet d'une transaction approuvée par la Cour et subséquemment mise en œuvre.

---

<sup>1</sup> La demanderesse n'a demandé ni obtenu une aide financière du Fonds d'aide aux actions collectives. Le Fonds a tout de même été avisé de la demande pour autorisation de se désister. Il n'est cependant pas formellement mis en cause.

[4] **CONSIDÉRANT** que tous les membres du groupe ont reçu un avis les informant du règlement du dossier *Option consommateurs (Josiane Fréchette) c. Desjardins Sécurité financière, Compagnie d'assurance-vie et Fédération des Caisses Desjardins du Québec* (C.S.Q. : 500-06-000877-171) et les bénéfices prévus par la transaction.

[5] **CONSIDÉRANT** qu'il est dans l'intérêt de la justice et de la bonne gestion des ressources judiciaires d'autoriser le présent désistement, sans frais de justice et sans la publication d'autres avis.

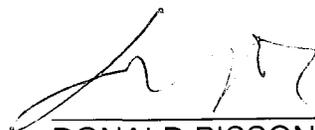
**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[6] **ACCUEILLE** la *Demande pour autorisation de se désister*;

[7] **AUTORISE** le désistement de la *Demande pour autorisation d'exercer une action collective*;

[8] **ORDONNE** à la demanderesse de produire au dossier de la Cour un acte de désistement sans frais de justice, dans les 15 jours du présent jugement;

[9] **LE TOUT**, sans frais de justice.



DONALD BISSON, J.C.S.

M<sup>e</sup> Mathieu Charest-Beaudry  
TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE  
Avocat de la demanderesse

M<sup>e</sup> Vincent De L'Étoile et M<sup>e</sup> Sandra Desjardins  
LANGLOIS AVOCATS, S.E.N.C.R.L.  
Avocats des défenderesses

Date d'audition : 17 septembre 2021 (sur dossier)